



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel : *collaborer pour notre avenir commun*

Marrakech, 13-15 juin 2023



Kingdom of Morocco
The Parliament

Projet de note d'orientation

Le monde se trouve à un tournant de l'histoire. Il est confronté à des menaces existentielles et à de multiples crises majeures, parmi lesquelles l'urgence climatique, la surconsommation non durable et le pillage des ressources, la montée des inégalités, ainsi qu'une intolérance croissante, qui alimente la xénophobie et le sectarisme vis-à-vis d'autres groupes. Les luttes en cours pour l'égalité des sexes subissent de nouveaux revers. La population mondiale des jeunes connaît une croissance exponentielle et manque de mécanismes pour participer pleinement à la société. Des régimes oppressifs restreignent les droits civils et des guerres physiques et idéologiques font rage dans le monde entier. Des vagues de souffrance et de déplacement émergent comme un résultat collectif.

Notre propre avenir est en jeu, imbriqué dans ces différents systèmes fragiles, complexes et interdépendants, et une action immédiate et concertée est nécessaire. Dans cet esprit, les parlementaires et les acteurs religieux¹, qui partagent l'objectif commun de servir leurs populations et de promouvoir leur bien-être, sont des alliés précieux.

Les parlements sont les garants de l'état de droit, des droits de l'homme et de la justice dans la société, par leurs fonctions essentielles de législation, de budgétisation, de représentation et de contrôle. Il existe une forte corrélation entre la paix, la justice et des institutions fortes, comme le réitère l'Objectif de développement durable 16 (ODD 16), et les parlements se situent à ce croisement.

La religion et les croyances constituent une dimension importante de l'identité, des valeurs et des processus décisionnels des populations. Elles peuvent influencer la manière dont les gens participent à la société, dont ils exercent leurs droits civiques et politiques et dont ils perçoivent leur allégeance à l'État. Les institutions religieuses sont souvent d'importants prestataires de services dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale et de l'aide humanitaire. Dans certains contextes, la religion et les croyances sont également prises en compte dans les structures de gouvernance politiques et autres. Elles font partie intégrante du tissu social de toutes les sociétés, bien que de différentes manières.

L'implication de la religion et de la conviction dans le dialogue est apparue comme moyen important pour relever les défis communs, notamment ceux qui ont une dimension idéologique ou identitaire. Le dialogue entre les religions et les croyances peut prendre plusieurs formes :

- le dialogue *interconfessionnel*, qui implique des personnes d'origines religieuses différentes,
- le dialogue *intra-confessionnel*, qui implique des personnes de traditions différentes au sein de la même communauté religieuse,
- le dialogue *inter-croyance*, qui implique des personnes ayant des visions du monde différentes, notamment celles qui n'ont aucune croyance ou ne sont affiliées à aucune tradition spécifique.

Ces dialogues sont en grande partie basés sur le respect de l'autre, l'acceptation de la différence et sur le postulat selon lequel, ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise. La base de tout dialogue est que le respect doit être étendu à tous les participants et le renforcement de cet aspect est un point de départ important pour différents types de coopération.

¹ Par acteurs religieux, nous entendons : les chefs religieux, les organisations confessionnelles ou d'autres organisations qui s'engagent activement dans les questions religieuses, et les érudits religieux.

Un domaine important dans lequel les parlements, la religion et les croyances se rejoignent, c'est leur intérêt commun à bâtir des sociétés résilientes, dans lesquelles tous les membres se sentent impliqués. À cet égard, il est important de veiller au maintien de l'état de droit, en tant que base d'institutions fortes, tout en garantissant le respect des droits et libertés des citoyens, quelles que soient leur religion et leurs croyances. Partout où cet équilibre est établi, les différentes sphères d'autorité (laïque et religieuse) peuvent exister dans l'harmonie.

La *Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel* réunira des chefs politiques et religieux, ainsi que des représentants d'organisations confessionnelles et de la société civile, de groupes de réflexion, d'organismes de recherche, de spécialistes des religions et des convictions et d'experts en la matière, afin d'engager un dialogue et de partager les bonnes pratiques relatives à certains des principaux problèmes qui menacent les sociétés du monde entier et qui concernent à la fois les sphères religieuse et politique. Ils exploreront ensemble les possibilités d'action visant à atténuer les problèmes qui font obstacle à une coexistence durable et à promouvoir des sociétés respectueuses et inclusives ainsi qu'un monde plus pacifique et plus juste.

Principaux objectifs de la Conférence

En tant qu'organisation internationale des parlements d'États souverains, l'UIP offre, depuis de nombreuses décennies, une plate-forme unique et inclusive permettant aux parlementaires de toutes nationalités, confessions et croyances de travailler ensemble pour relever les grands défis auxquels notre monde est confronté. L'UIP s'est efforcée de poser des jalons de dialogue et de compréhension, et de contribuer à mettre en place des conditions propices à la paix, à la démocratie et au développement durable. Plus récemment et conformément à sa nouvelle Stratégie, l'UIP a intégré une vision plus large, évolutive et systémique des acteurs, des interactions et de la dynamique qui influencent les parlements et les parlementaires.

L'UIP a abordé les questions de l'inclusion, de la coexistence et de la paix dans les déclarations adoptées à ses Assemblées, ses publications et ses activités. La Déclaration de Québec de 2012 sur la [Citoyenneté, l'identité et la diversité linguistique et culturelle à l'ère de la mondialisation](#) a reconnu l'importance d'équilibrer le respect de la diversité avec l'inclusion et la cohésion sociales comme moyen d'instaurer la confiance au sein des sociétés et entre elles et comme condition préalable au progrès, à la prospérité et à une qualité de vie élevée. La Déclaration de Saint-Pétersbourg de 2017 sur la [Promotion du pluralisme culturel et de la paix par le dialogue interreligieux et interethnique](#) a reconnu que le dialogue avec les confessions, les cultures et les ethnies est essentiel à la paix et au pluralisme culturel et que, en tant que représentants du peuple, les parlements du monde s'engagent à renforcer les processus normatifs et les cadres juridiques.

La *Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel* prolongera davantage les travaux antérieurs sur le dialogue interconfessionnel, en définissant ce dialogue comme essentiel non seulement à la paix et à l'inclusion, mais dans le cadre d'une approche collective *nécessaire* pour la sauvegarde de notre planète.

La Conférence donnera l'occasion aux dirigeants politiques et religieux, aux experts internationaux et aux organisations internationales, de partager les bonnes pratiques et de faire le point sur les différentes initiatives qui visent, de manière globale, à faire face à certaines des principales menaces auxquelles le monde est confronté.

La Conférence aura donc pour objectif de :

- célébrer la diversité culturelle et religieuse sous toutes ses formes,
- contribuer à combattre toutes les formes de discrimination l'intolérance, la haine, l'extrémisme et les actes de violence à l'encontre des personnes sur la base de leur origine ethnique, la couleur de leur peau, leur religion ou leurs croyances,
- promouvoir la dignité intrinsèque et les droits de l'homme de chacun, notamment par la liberté de religion ou de croyance, l'égalité des sexes, l'autonomisation des jeunes, ainsi que la protection des minorités et des autres groupes vulnérables au niveau national,
- réaffirmer et consolider nos valeurs et principes communs de paix, d'humanité, de fraternité et de coopération entre les cultures, les religions et les nations,

- mettre l'accent sur l'éducation et la science comme fondement important de la paix et comme moyen de combattre diverses formes d'intolérance,
- encourager un dialogue et une coopération authentiques et efficaces entre les dirigeants politiques et religieux et les autres acteurs, en vue de traduire les valeurs et principes partagés de respect mutuel et d'acceptation des différences dans les politiques nationales et les enseignements religieux.